



À Aubenas, la politique de la ville au service du lien social

Les premiers chantiers des services de la ville d'Aubenas dans le cadre de la politique de la ville se sont articulés autour de la reconstruction du lien social sur le quartier. La politique de la ville a permis de relancer l'action sociale. Élus et techniciens ne font plus face à des problématiques cloisonnées et isolées. Grâce à ses modes de travail de mise en commun, d'utilisation des ressources, elle apporte du dynamisme à la question sociale. Catherine Grillon, directrice du pôle vie sociale et Gilbert Lecas, directeur général des services, apportent l'expérience d'un site « modeste » qui a trouvé, avec la politique de la ville, un nouveau souffle.

FONDRE LA POLITIQUE DE LA VILLE DANS L'ACTION SOCIALE

L'entrée en politique de la ville a permis plusieurs avancées. À travers la mise en service de l'Espace Combegayre (maison de quartier), la fonction d'accueil des services municipaux, liée au service social classique, s'est élargie à des actions de proximité et d'accompagnement de projet. Le centre social était alors en grande difficulté. Les maisons de quartier sont devenues des lieux de rencontre et d'initiative en menant des actions collectives et thématiques (parentalité ou environnement par exemple). Ce dynamisme a compensé le départ des militants associatifs du quartier. Parallèlement, la politique de la ville s'est inscrite dans le projet communal. Les nouveaux projets urbains se construisent dans une logique de fonctionnement urbain général, plus seulement dans une politique de réparation. Avec les partenaires de l'Éducation nationale et du conseil général, nous avons agi contre la « ghettoïsation » et la baisse des effectifs à l'école de la Zone urbaine sensible (Zus) : réhabilitation lourde de l'établissement, soutien à la pédagogie, actions éducatives (classe passerelle, centre de documentation, radio scolaire...) ou relevant de la parentalité... Ainsi, les modes d'organisation des services de la ville ont évolué au regard de ces nouvelles approches. Ce mouvement a été confirmé par la création du pôle vie sociale qui rassemble tous les dispositifs : petite enfance, jeunesse, Centre communal d'action sociale, service social, logement, insertion, prévention de la délinquance. Il a permis de dynamiser les réponses sociales par le croisement des demandes sectorielles et territoriales. À Aubenas, c'est bien l'action sociale qui a entraîné le projet de renouvellement urbain du quartier des Oliviers.

FACE AUX HANDICAPS : MOBILISER TOUTES LES INGÉNIERIES

Maintenir une dynamique de « cohésion sociale » est un grand défi eu égard à certains handicaps : pas d'agence d'urbanisme, pas de Programme local d'habitat,

une intercommunalité aux compétences limitées, une cohérence structurelle et opérationnelle à développer. Depuis trois ans, la ville travaille à son projet de rénovation urbaine du quartier. Les élus et techniciens de la ville ont été moteurs d'une nouvelle pratique urbaine au regard de leur connaissance fine de la ville, avec une volonté affirmée de traiter les questions de mixité sociale, de diversification fonctionnelle. Il n'y a pas eu d'influence lourde des urbanistes ou des architectes. Les questions d'habitat et d'urbanisme ont été mises au regard des questions de prévention, d'éducation, d'emploi avec la conviction profonde que tous les savoirs doivent se conjuguer. L'ingénierie au service de ce projet est conséquente pour lutter contre l'installation d'un ghetto ethnique et social. L'expérience de la politique de la ville en tant que politique fédératrice des énergies et la rencontre de tous les partenaires pour l'élaboration du futur Cucs font ressortir une volonté de travailler en réseau et de s'impliquer sur les projets à venir.

POUR SUIVRE L'INTÉGRATION AVEC TOUS LES ACTEURS

Il ne s'agit pas seulement de coordonner le travail de tous. Les enjeux des futurs Cucs et du projet urbain demandent à chacun un regard englobant des savoirs multiples. Il faut connaître les compétences des autres acteurs pour les interroger. Nous tenterons de définir avec eux une « formation » ou un « accompagnement des pratiques ». Par ailleurs, mettre en mouvement le quartier suppose de travailler aux côtés des habitants, pour partager un projet urbain et se projeter avec eux sur leur quotidien. Il n'existe plus sur le quartier d'association de locataires, mais des lieux de vie sociale spontanés (familiaux, communautaires ou des groupes accompagnés par des travailleurs sociaux). Il s'agira de prendre appui sur ces volontaires pour les impliquer dans les projets urbains ou sociaux. L'idée est de constituer un vivier d'habitants relais et « experts » sur les questions sociales et de logement et de créer les conditions pour qu'ils s'emparent de la « chose publique ».

L'enjeu majeur des années à venir tourne autour d'une stratégie globale partagée d'intervention où chacun trouve sa place : citoyens, élus et professionnels. Ceci sous entend de penser la stratégie, la méthode et l'animation et les moyens humains et financiers qui en découlent. ■

Catherine GRILLON et Gilbert LECAS